Conférence de presse conjointe de François Mitterrand et Helmut Kohl (Paris, 26 avril 1990)

Légende: Le 26 avril 1990, à l'issue des 55ème consultations franco-allemandes au Palais de l'Élysée, le président français François Mitterrand et le chancelier allemand Helmut Kohl expriment leur point de vue sur l'union politique de l'Europe et réaffirment l'action des deux pays dans ce sens.

Source: Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, président de la République et de M. Helmut Kohl, chancelier de la RFA, à l'issue des 55ème consultations franco-allemandes au Palais de l'Élysée (Paris, 26 avril 1990). [EN LIGNE]. [Paris]: Ministère des Affaires étrangères de la République française, [s.d.]. Disponible sur http://www.doc.diplomatie.gouv.fr/BASIS/epic/www/doc/DDW?M=3&K=1008615427&W=DATE+%3D+%2726.04.1990%27+ORDER+BY+DATE/Descend.

Copyright: (c) Ministère des Affaires étrangères de la République française

URL:
http://www.cvce.eu/obj/conference_de_presse_conjointe_de_francois_mitterrand_et_helmut_kohl_paris_26_avril_1990-fr-bf0e4b2b-7144-4927-a243-d5b66d575430.html

Date de dernière mise à jour: 03/12/2014

Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, président de la République, et de M. Helmut Kohl, chancelier de la RFA, à l'issue des 55ème consultations franco-allemandes au Palais de l'Élysée (Paris, 26 avril 1990)

Mesdames et messieurs,

- Le 55ème Sommet franco-allemand vient de s'achever. Il a été organisé autour de trois moments : d'abord les entretiens directs et particuliers entre le Chancelier Kohl et moi-même, tandis que parallèlement se réunissaient les ministres selon leurs compétences, et que le Premier ministre, qui avait lui-même reçu le Chancelier, regroupait autour de lui l'ensemble de ceux qui se préoccupaient de questions économiques. Après quoi, s'est tenu ce matin le Conseil de défense, puis la séance plénière qui vient de s'achever.

[…]

- Les entretiens que j'ai eus avec le Chancelier Helmut Kohl, nous ont permis de traiter les grandes questions qui se posent à l'Europe et à l'Allemagne. Nous avons continué de préparer le prochain Sommet européen de la Communauté, qui aura lieu à la fin de cette semaine sur l'ensemble des questions touchant à l'unité politique, à l'union économique et monétaire, mais aussi à la situation de l'Alliance atlantique, aux problèmes de défense, aux problèmes militaires et au devenir conjugué de l'unité allemande et de l'unité européenne, nous avons constaté une grande unité de vues.

- Au delà de la Communauté nous avons examiné le sort du continent européen tout entier, qui nous intéresse l'un et l'autre, et que nous avons l'intention d'aborder dans l'esprit même qui a présidé à la constitution de la Communauté, il y a maintenant de longues années, non pas pour faire la même chose, mais pour y faire preuve du même esprit d'entreprise.

- L'amitié franco-allemande est plus vivace que jamais. Une Communauté européenne plus unie : c'est ce que nous voulons. Une Europe structurée, équilibrée, pacifique : c'est ce à quoi nous travaillons.

- Maintenant, je vais demander au Chancelier, s'il le veut bien après cette présentation après que j'aie dit le plaisir que nous avons eu de recevoir nos amis allemands et de travailler avec eux sérieusement, si le Chancelier Kohl veut bien ajouter quelques mots.

LE CHANCELIER KOHL.- C'est à juste titre que le Président Mitterrand a souligné le caractère particulièrement attentif et amical de nos discussions et le climat excellent de cette réunion et dans les nombreuses discussions bilatérales qui ont eu lieu, entre les membres du gouvernement fédéral et du gouvernement français qui se sont réunis ici. Les discussions ont été particulièrement fertiles, couronnées de succès. Je ne peux donc que souligner ce qu'a dit le Président, et abonder dans son sens.

- Mais je voudrais y ajouter une réflexion, une remarque de principe. Ce Sommet franco-allemand fait partie de toute une série de réunions au sommet, et ces réunions au sommet sont toujours suivies avec grand intérêt en France et en République fédérale, partout en Europe d'ailleurs, et l'on considère qu'il reste absolument normal qu'elles aient lieu et ce n'est plus considéré comme quelque chose de spécial. Or, pour moi, justement ce qui est exemplaire, c'est que nous travaillons si bien et si régulièrement qu'il puisse y avoir quelquefois des divergences d'opinions comme c'est courant entre amis, et que l'on puisse en parler. Du point de vue du moment, dans l'histoire, cette réunion aussi est particulièrement importante, car l'on peut dire, sans pas trop exagérer qu'en avril 1990, non seulement nous sommes au début d'une décennie qui est la dernière de ce siècle, mais je vous dis comme je le ressens, nous sommes à une heure tout à fait historique pour l'Europe. Pour moi, en tant qu'Allemand, et en tant que Chancelier allemand, bien entendu, il est particulièrement heureux que nous puissions aujourd'hui vivre deux choses à la fois.

D'une part, l'unité de ma patrie, l'unité de l'Allemagne et également, une percée décisive vers l'intégration européenne. Ces deux dates pour nous ne font qu'une. Le 31 décembre 1992 marque le grand marché unique européen, mais maintenant au lieu de 320 millions, nous avons 337 millions d'Européens qui vont venir, en plus avec Dublin, c'est une nouvelle percée dans l'intégration européenne qui se produit avec l'union

économique et monétaire, le Marché commun, l'intégration politique du Marché commun devrait être maintenant menée à bien et nous espérons que cette union politique connaîtra un moment décisif à Dublin. C'est pour moi et je pense pour des millions de gens, chez nous aussi, maintenant, la réalisation d'un rêve de voir que l'unité allemande et l'unité européenne se font de pair. Pour nous, c'est particulièrement important, nous avons l'impression qu'il s'agit d'une même médaille qui a deux côtés.

- Je cite ces jours-ci très souvent Conrad Adenauer qui, il y a 35 ans a dit : "l'unité allemande ne peut se faire que sous un toit européen", et c'est justement ce qui se passe aujourd'hui. Et, ce processus de l'unification européenne est aussi très important, parce que chez nous dans les pays occidentaux de l'Europe qui après la deuxième guerre mondiale ont connu la paix, la liberté et la démocratie, eh bien il est particulièrement important de comprendre que les gens à l'Est en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Hongrie, en Roumanie dans de nombreuses parties de notre ancien continent, tout ces gens-là n'ont pas eu la chance que nous avons eue jusqu'à présent. Et ils regardent avec particulièrement de nostalgie et de désir vers nous, et donc, je voudrais revenir à ce que M. le Président Mitterrand a dit dans ses vœux aux Français, à la fin de l'année dernière. C'est que il nous faut maintenant réfléchir et discuter pour savoir comment ces pays-là, de l'Europe de l'Est, qui se sentent faire partie de l'Europe, mais qui sont à l'extérieur de la Communauté, comment est-ce que eux aussi, peuvent trouver un avenir, comment est-ce que l'on peut l'organiser de manière raisonnable ?

Enfin, une dernière remarque : le 1er juillet, malgré toutes les difficultés car c'est un laps de temps court pour le travail que nous avons à accomplir, nous arriverons le 1er juillet donc à introduire l'union économique et monétaire entre la RFA et la RDA. Et je pense que les craintes qu'il y a eues chez les voisins, se transformeront très vite en espoir, pas seulement pour les pays du Marché commun en général, mais pour la France également en particulier, il est évident que la population de la RDA avec ces capacités de travail etc... arriveront à transformer leur pays en un pays prospère. Et je ne peux qu'inviter les entrepreneurs français à participer à cette chance et à aller là-bas, lorsque les conditions cadres nécessaires auront été créées.

- Je sais, c'est pour cela que j'ai parlé de ces craintes, qu'un certain nombre de gens sont un peu pris au dépourvu. Bien entendu, ce ne sera pas facile. Cela sera un dur travail, il faudra avoir des initiatives, des idées, mais franchement, croyez-moi, nous ferons tout pour que la situation monétaire dans toute l'Europe reste telle qu'elle est, que ce soit la question des taux d'intérêts, que ce soit les questions de parités, je vous le prédis, et vous verrez, nous le verrons ensemble, nous pourrons dans quelques années voir que tout ce que je vous dis aujourd'hui est exact.

- Ici, devant l'opinion publique de votre pays, monsieur le Président, je voudrais vous remercier du fond du cœur pour la manière très amicale dont vous avez ressentie cette heure historique. Nous deux, nous n'avons jamais cru que nous serions à nous deux seuls capables de faire avancer les choses en Europe. Mais, sans aucune arrogance, nous pouvons dire que le processus d'unification européen ne pourra se faire que si la France et l'Allemagne le poussent, le font avancer. Toutes ces dernières années, nous avons considéré que c'était notre tâche principale et je pense qu'il en sera également de même dans l'avenir.

[…]

QUESTION.- Monsieur le Président, on a beaucoup parlé de l'unité politique de l'Europe depuis 1957 au moins, pensez-vous que l'heure est maintenant venue après l'initiative que vous venez de prendre, le Chancelier Kohl et vous-même, pensez-vous qu'on verra une union politique européenne vraiment en 1993, puisque c'est la date avancée ?

- **LE PRESIDENT.**- C'est ce à quoi nous travaillons et nous avons pris pour cela les initiatives nécessaires. On peut penser que nous venons d'entrer dans une nouvelle phase cette fois-ci décisive, dans le cheminement entrepris il y a plus de trente ans. Et je le répète, l'Allemagne et la France sont engagées du même pas pour qu'aboutisse cette construction.

[…]

QUESTION.- C'est une question pour vous deux. A l'origine, la CEE c'était une chose basée sur l'idée de deux Etats l'Allemagne et la France, à peu près de la même taille, de la même puissance. Maintenant, dans quelques années, on sera en face d'une Allemagne avec beaucoup plus de terres, plus de gens et plus de puissance économique. Comment croyez-vous que cela va changer le caractère de la CEE ?

- LE PRESIDENT.- Je ne pense pas que cette donnée ait prévalu au moment de la constitution de la CEE qui a été faite entre six pays d'importance très inégale. Donc cette question n'a pas été considérée comme importante. Il s'est trouvé que l'Allemagne fédérale et la France disposaient d'une population en nombre assez proche mais cette donnée n'ayant pas été au départ une donnée importante, ne l'est pas devenue.

- Croyez-moi, les Français ne nourrissent pas de complexe particulier. Ils ont le sentiment qu'avec leurs 56 à 57 millions d'habitants appelés à devenir assez vite 60 millions, par rapport aux 77 millions d'Allemands issus de ces deux Etats, eh bien, la compétition en vaut la peine, une compétition loyale et amicale et il y a bien des terrains où nous nous sentons à l'aise, cela ne peut que nous inciter à faire mieux. Donc le problème au sein de la Communauté n'est pas posé et, dans les relations franco-allemandes, ne le sera pas.

- Cette notion d'une inégalité qui serait ainsi créée dans les conditions de travail en commun ne nous visite pas l'esprit sous la forme d'une crainte, cela doit visiter notre esprit sous la forme d'une volonté d'avancer en commun et, comme je l'ai dit tout à l'heure, du même pas. Au bout du compte, la France se retrouvera, croyez-moi, très à l'aise au sein de la Communauté. Nous n'avons été aucunement choqués, contrairement à ce qu'on a voulu nous faire dire, par les décisions prises quant à l'unité monétaire entre les deux Etats et la parité établie, nous n'en attendons rien de nuisible pour notre pays. Au contraire, comme l'a dit le Chancelier tout à l'heure, il doit y avoir une aspiration d'investissements, de travail, de production ouverte bien au-delà de l'Allemagne fédérale aux pays européens qui comprendront leur juste intérêt.

LE CHANCELIER.- Je crois qu'il n'y a strictement aucune raison pour aucune crainte quelle qu'elle soit. En 1990, la République française est dans un tel état qu'elle n'a aucune raison d'avoir un complexe. Dans la Communauté européenne, si l'on essayait de réfléchir en terme de chiffres, ce serait tout à fait faux car nous avons des pays très différents dans la Communauté européenne de toute façon du point de vue du nombre des habitants et de la force économique, et si l'on réfléchit à l'intégration européenne, cela ne pourra marcher que si nous nous basons sur le principe de la qualité et pas de la quantité. L'Europe deviendra une Europe fédérale, il n'est pas possible d'imaginer autre chose, et si vous permettez cette comparaison, la structure fédérale de la République fédérale comporte également des différences internes importantes d'après les différents länders du point de vue économique et du point de vue du nombre des habitants. En France, c'est la même chose d'ailleurs. En France, vous avez des régions avec une grande prospérité, et puis d'autres régions beaucoup moins prospères qui ont des problèmes économiques beaucoup plus importants.

- Je crois que ce qu'il faut bien voir, c'est qu'avec la chance de l'unification de l'Allemagne, on est en train d'assister à la disparition de foyers de crise en Europe. Il n'y aura plus de problèmes dans ce domaine et c'est la paix qui viendra du sol allemand parce qu'il n'y a aucune revendication. Si on continue à empêcher un peuple de s'autodéterminer, eh bien, il reste un espèce de danger latent.

- Le Président Mitterrand vient de parler de l'OTAN. Il est évident que ce ne peut être que très positif de voir que des pays du Pacte de Varsovie, voisins des Allemands comme la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne, voir que tous ces pays demandent qu'une Allemagne unifiée reste dans son ensemble dans le cadre de l'OTAN. Je pense que tout cela, ce sont des signes très positifs pour l'avenir. Et du reste, je crois, si j'essaie de voir ce qui se passera dans les années à venir, par l'intermédiaire de l'Europe communautaire, nous arrivons à créer une évolution telle que l'on voit bien que la liberté, c'est plus important que les frontières, et si les frontières tombent après 1992, je pense que beaucoup de choses qui traditionnellement relèvent du mode de pensée du XIXème siècle, toutes ces choses-là disparaîtront. Moi, personnellement, je suis convaincu que ce processus est riche d'espoir, la France et l'Allemagne, et l'Allemagne réunifiée, ont devant elles une tâche très importante jusqu'à la fin de ce siècle. Il faudra faire en sorte que tout ce qui a conduit à ces grands désordres dans le siècle passé, puisse être remis en ordre, du moins en grande partie.

- Bien entendu, il y a des tas de souvenirs historiques qui sont compréhensibles et je pense que ces craintes historiques qui sont justifiées, devraient disparaître. Il y a un an, qui aurait cru qu'il y aurait des événements aussi exceptionnels qui se passeraient. Eh bien, maintenant ils sont arrivés et il faut essayer d'être maîtres de ce qui se passe.

[…]

- **QUESTION.-** Pour entrer un tout petit peu dans la substance de vos propos sur l'union politique, est-ce que vous attendez du Sommet de Dublin, premièrement, une décision sur la nécessité d'une deuxième conférence intergouvernementale, étant donné qu'il n'y a pas beaucoup de temps entre ici et la fin 1992 ? Deuxième question, est-ce que vous avez dans l'esprit une évolution comme un acte important de ce qu'on a déjà comme institution à traiter ou est-ce que vous pensez vraiment à quelque chose de beaucoup plus important et peut-être à faire maintenant une sorte d'Etats-Unis de l'Europe qui seraient peut-être difficile pour quelques-uns des membres de la Communauté, comme la Grande Bretagne ?

- **LE CHANCELIER KOHL.-** Pour la première partie de votre question, c'est justement le sens de notre initiative, puisque nous avons écrit dans notre lettre commune avec notre collègue irlandais : nous voulons décider samedi de manière définitive quelles seront les dates, nous allons décider du calendrier. Deux sujets sur l'ordre du jour de samedi, peut-être encore un troisième que l'on pourrait ajouter. Le premier : c'est la discussion sur ce qui se passe en Allemagne. Deuxièmement, nous voulons dire très clairement, quoi que disent les autres, nous deux nous sommes décidés à mettre sur pied un calendrier dans lequel sera fixée très clairement l'évolution à venir. Notre vision d'après le 31 décembre 1992 est que les deux conférences intergouvernementales puissent se faire. Et bien entendu, il y a l'idée qu'il faut travailler à une unification de l'Europe, au renforcement des institutions. je peux vous citer le Parlement mais je peux vous citer également d'autres exemples.

- Il y a un troisième point que j'aimerais au moins évoquer et pour lequel nous ne ferons que prendre date samedi. Nous en parlerons véritablement à Dublin en juin, c'est notre souhait commun, nous en avons parlé, mais j'en ai parlé également avec Felipe Gonzalez et d'autres : il faut que nous parlions à fond de la question de la lutte contre la drogue et la mafia. C'est une question qui me trouble beaucoup, la pénétration de la mafia dans le marché commun et il serait vraiment temps que nous réagissions de manière suffisamment importante. On a déjà fait certaines choses mais il faut en faire encore parce qu'il va falloir se demander mais que font les peuples, les pays européens contre ce défi ?

- **LE PRESIDENT.-** Je suis d'accord sur l'essentiel de ce qui vient d'être dit. Nous attendons en effet de la prochaine conférence la décision d'organiser une nouvelle conférence intergouvernementale, nous laisserons le soin à cette conférence de fixer elle-même ses objectifs, de toute manière chacun a bien compris qu'il s'agissait d'un objectif tendant à créer une entité communautaire, pas simplement une communauté marchande. Je crois que cela ne fait de doute pour personne. Sur le reste des commentaires du Chancelier Kohl, je ne puis que donner mon approbation, et maintenant nous en avons terminé.